

[Traduction du Greffe]

Annexe 18

Ste-Lucie

Déclaration liminaire à la COP27

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

6-18 novembre 2022

Charm el-Cheikh (Égypte)

Reprise du débat de haut niveau, 15-16 novembre 2022

Déclaration nationale faite par Shawn Edward, Ministre de l'éducation, du développement durable, de l'innovation, de la science, de la technologie et de la formation professionnelle de Sainte-Lucie

Monsieur le Président, Excellences, chers délégués, comme mes collègues des Caraïbes, **ayant fait à moitié le tour du globe**, me voici ici **nonobstant le sentiment général** de la plupart des citoyens de nos petits États insulaires en développement, qui voient dans la COP au mieux une grand-messe de bavardage sans lendemain, faute par elle d'avoir au fil des ans réussi à accoucher de solutions concrètes aux problèmes liés au climat – problèmes qui ne sont pas de leur fait.

Monsieur le Président, la COP27 est censée être une COP de mise en œuvre.

Avant de partir de mon pays il y a quelques jours, **j'ai été témoin oculaire de la destruction causée par un système météo** qui a affecté le nord de notre île de 617 km carrés.

En l'espace de **trois heures**, des pluies diluviennes ont emporté maisons, commerces, véhicules, écoles et autres infrastructures capitales.

En ce court laps de temps, on a enregistré des millions de dollars de dégâts.

Monsieur le Président, **Sainte-Lucie et les autres petits États insulaires en développement** vivent les **horribles effets des changements climatiques jour après jour**, situation dont nous faisons injustement les frais, encore qu'elle ne soit pas de notre fait.

Les gouvernements des petits États insulaires en développement continuent de supporter le fardeau de plus en plus lourd de la dette, **étant contraints d'emprunter plus que de raison** pour faire face aux effets des changements climatiques.

Ce **cycle d'endettement** qui vient aggraver la **situation budgétaire déjà débilante** des petits États insulaires en développement **entame notre aptitude** non seulement à résoudre les questions liées aux changements climatiques, mais aussi à **pourvoir aux besoins essentiels** de nos populations.

Quand les pays développés tiendront-ils **les promesses qu'ils ont faites de doubler le financement** pour l'adaptation, le but étant de nous permettre de donner véritablement suite à nos décisions à titre d'appui à l'**Objectif mondial d'adaptation** ?

Quand **mettrons-nous un terme à ces grands-messes à répétition** en tenant parole pour **augmenter le financement pour l'adaptation** et arrêter à la COP27 une décision qui, loin de se borner à les aider à se donner des plans d'adaptation nationaux, viendrait accompagner les pays dans la mise en œuvre desdits plans ?

Quand les gros pollueurs cesseront-ils de rétro-pédaler, quand on sait qu'ils **s'engagent à faire de petits pas en faveur d'initiatives** concernant les sources d'énergie propres, d'un côté, alors même qu'ils **multiplient leurs investissements et profits dans les combustibles fossiles**, d'un autre côté ?

Nous autres, habitants de Sainte-Lucie, subissons les conséquences de cette hypocrisie.

Monsieur le Président, chers délégués, privilégions la personne humaine avant tout !

Faire face aux effets des changements climatiques **appelle une action collective**, qui transcende **les considérations de race, de religion, de géographie, de genre, de sensibilité politique ou de situation économique**.

Un État comme Taiwan, **sans être reconnu par l'ONU et ses entités** comme État à part entière, doit faire face aux effets des changements climatiques, n'étant pourtant pas admis à la table de négociations.

Le Gouvernement et le peuple saint-luciens **savent gré au Gouvernement et au peuple taiwanais** du soutien indéfectible qu'ils apportent à leurs programmes d'adaptation et d'atténuation.

Monsieur le Président, aujourd'hui **Sainte-Lucie et le reste des Caraïbes** engagent les dirigeants mondiaux, nos collègues délégués et les parties prenantes **à faire véritablement de la présente COP27** celle de mise en œuvre qu'elle se veut.

Les pays développés et les **entités** qui, **agissant délibérément, soit par des artifices bureaucratiques, soit par d'autres moyens**, entravent l'accès des pays en développement aux **milliards de dollars** à eux promis pour l'adaptation climatique, doivent faire preuve d'une **plus grande sensibilité** et honorer leurs obligations vis-à-vis des petits États insulaires en développement.

Je vous remercie !